

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/71/THA/Suppl.1
12 juillet 2002

(02-3886)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notification de mise à jour au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

THAÏLANDE

Supplément

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 2 juillet 2002.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INCITATIONS À L'INVESTISSEMENT	2
II. SYSTÈMES DE REFINANCEMENT DU CRÉDIT	4
III. MÉCANISME DE CRÉDIT POUR LE CONDITIONNEMENT	6
IV. MÉCANISME DE CRÉDIT DIRECT POUR LE CONDITIONNEMENT	8
V. PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DES MARCHÉS D'EXPORTATION	10
VI. FINANCEMENT DE LA MARINE MARCHANDE	12
VII. FINANCEMENT POUR LA MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS	14
VIII. OFFICE THAÏLANDAIS DES SITES INDUSTRIELS	16

I. INCITATIONS À L'INVESTISSEMENT

1. Titre du programme de subvention

Incitations à l'investissement

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les incitations à l'investissement visent à encourager l'établissement d'entreprises en Thaïlande pour accélérer l'industrialisation, et à promouvoir le développement régional du pays. Depuis quelques années, les incitations à l'investissement mettent l'accent sur la décentralisation pour remédier aux déséquilibres actuels entre les zones urbaines et rurales, conformément à l'axe adopté par le gouvernement thaïlandais en matière de politique sur le développement régional.

4. Fondement juridique du programme

La législation qui régit l'octroi d'incitations à l'investissement est la Loi de 1977 sur la promotion de l'investissement, modifiée en 1991. L'autorité compétente est le Bureau du Conseil des investissements.

5. Forme de la subvention

Allègements fiscaux tels qu'exonérations ou réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés, exonérations ou réductions des droits d'importation sur les machines, réductions des droits d'importation sur les matières premières et déductions spéciales de certaines dépenses.

La nouvelle politique de promotion des investissements qui a pris effet le 1^{er} août 2000 a aboli les exigences relatives aux exportations et à l'apport local pour se conformer aux obligations prévues par l'OMC.

En novembre 1991, l'exigence relative à l'apport local a été supprimée pour les trois activités ci-dessous:

1. Production de lait ou de produits laitiers
2. Fabrication de motocyclettes
3. Fabrication de moteurs de véhicules

Afin de faire face à la situation économique actuelle et future et de se conformer aux Accords de l'OMC sur le commerce et l'investissement, le Conseil des investissements a modifié sa politique concernant les exigences relatives à l'exportation et à l'apport local. C'est ainsi qu'en août 2000, l'Avis n° 1/2543 (1/2000) du Conseil des investissements, qui abroge les conditions imposées jusque-là concernant les exportations et l'utilisation de produits d'origine nationale, a été publié.

De plus, le Conseil des investissements a récemment annoncé la modification de l'article 31 de la Loi sur la promotion de l'investissement, qui inclut désormais un "plafond" pour le montant de l'exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés dont peuvent bénéficier les projets soutenus. La condition prévoit que le montant total de l'exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés ne doit pas excéder 100 pour cent de l'investissement total, à l'exclusion du coût du terrain et des actifs circulants. Le plafond est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2001 et n'est pas rétroactif.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Généralités

Une certaine gamme d'activités couvrant les secteurs primaires, secondaires et tertiaires peut être admise à bénéficier des incitations à l'investissement. Le programme n'est pas destiné à un secteur en particulier. En outre, les entreprises de chaque province thaïlandaise peuvent avoir accès aux incitations à l'investissement. Le Conseil des investissements a établi les critères régissant l'octroi d'incitations fiscales en fonction du lieu d'implantation de l'investissement. Le pays est divisé en trois zones, réparties comme suit:

- Zone 1: Bangkok et les provinces voisines (Samut Prakan, Samut Sakhon, Pathum Thani, Nonthaburi et Nakhon Pathom)
- Zone 2: Samut Songkram, Ratchaburi, Kanchanaburi, Suphanburi, Ang Thong, Ayutthaya, Saraburi, Nakhon Nayok, Chachoengsao, Chonburi, Rayong et Phuket
- Zone 3: Les 58 autres provinces (la zone la moins développée où le revenu par habitant est inférieur à 85 pour cent de la moyenne nationale)

La zone 1 bénéficie des incitations les moins importantes alors que la zone 3, la plus défavorisée et la moins développée, bénéficie des incitations les plus importantes. Le Conseil des investissements peut demander que certaines activités soient situées dans la zone 2 ou 3 uniquement pour qu'elles puissent bénéficier des incitations à l'investissement.

Relocalisation des usines

Afin de favoriser une plus grande décentralisation, le Conseil des investissements offre également des incitations pour la relocalisation d'usines existantes, si elles se déplacent de la zone 1 à la zone 2, ou de la zone 1 ou 2 à la zone 3. Les critères suivants sont appliqués:

1. L'usine doit être relocalisée dans un site industriel ou dans une zone de promotion industrielle.
2. L'ancienne usine doit être fermée et la nouvelle usine doit entrer en service dans les deux ans suivant la réception du certificat attestant l'octroi des incitations.

Les incitations suivantes sont accordées:

1. Relocalisation vers la zone 2: Exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés¹ pour une période de cinq ans.
2. Relocalisation vers 40 provinces de la zone 3: Exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés pendant huit ans¹, réduction de 50 pour cent de l'impôt sur le revenu des sociétés pendant cinq années après la période d'exonération totale; et double

¹ À condition que l'entreprise ayant effectué un investissement d'au moins 10 millions de baht (non compris le coût du terrain et les actifs circulants) ait obtenu la norme ISO 9000 ou une norme internationale analogue dans les deux ans qui suivent la mise en service de la nouvelle usine. Faute de quoi l'exonération d'impôt sur le revenu des sociétés sera réduite d'une année.

déduction du revenu imposable des frais d'électricité, d'eau et de transport pendant dix ans.²

3. Relocalisation vers 18 provinces qui sont les moins développées et les plus défavorisées de la zone 3: Exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés pendant huit ans¹; réduction de 50 pour cent de l'impôt sur le revenu des sociétés pendant cinq années après la période d'exonération totale; double déduction du revenu imposable des frais d'électricité, d'eau et de transport pendant dix ans²; et déduction du bénéfice net de 25 pour cent des coûts d'installation ou de construction des installations d'infrastructure pendant dix ans à compter de la date de la première vente.

7. Montant unitaire de la subvention

Aucun budget spécifique n'est affecté aux incitations à l'investissement. De ce fait, aucun renseignement ne peut être fourni concernant le montant unitaire de la subvention. La Thaïlande ne dispose d'aucune statistique sur l'exonération ou la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée du programme est indéterminée. Toutefois, les incitations accordées pour chaque investissement sont assujetties à certains délais.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Statistiques sur les projets d'investissement auxquels le Conseil des investissements a accordé des incitations

Année	Nombre de projets d'investissement	Volume total des investissements (en millions de baht)
1996	611	230,3
1997	479	273,5
1998	740	294,6
1999	526	205,3
2000	625	304,9
2001	611	267,9

Source: Bureau du Conseil des investissements, bureau du Premier Ministre.

II. SYSTÈMES DE REFINANCEMENT DU CRÉDIT

1. Titre du programme de subvention

Systèmes de refinancement du crédit

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001

² À compter de la date où l'activité relocalisée génère un revenu pour la première fois.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Donner une aide financière aux secteurs³ et projets prioritaires par des systèmes de refinancement.

4. Fondement juridique du programme

Ce programme se fonde sur le Décret royal régissant les activités de la Banque de Thaïlande, È.B. 2485, article 12 4). L'autorité compétente est la Banque de Thaïlande.

5. Forme de la subvention

Prêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

En janvier 2001, la Banque de Thaïlande a accordé aux PME un soutien sous forme de contributions à long terme au fonds de roulement classé comme prêts improductifs mais offrant néanmoins un potentiel commercial, afin de soutenir la politique de réaménagement de la dette de l'État et de stimuler la relance de l'économie. Les PME doivent avoir déjà signé des accords de réaménagement de la dette avec les établissements financiers. Les prêts non garantis doivent être garantis par la Small Industry Credit Guarantee Corporation (SICGC) à hauteur d'au moins 75 pour cent. Le total des prêts accordés à chaque PME ne doit pas être supérieur à 50 millions de baht et les établissements financiers sont autorisés par la Banque de Thaïlande à appliquer aux PME le taux d'intérêt minimum.

Les demandes d'aide financière doivent être déposées auprès de la Banque de Thaïlande au plus tard le 5 avril 2002 et la période maximale d'aide financière ne doit pas dépasser cinq ans. Les autres critères et conditions sont conformes au Règlement È.B. 2543 susmentionné de la Banque de Thaïlande. Suite à un examen effectué en août, la Banque de Thaïlande a réduit la période maximale de cinq à trois ans et, en octobre, la période de dépôt des demandes a été prorogée jusqu'au 7 avril 2004. La date d'expiration pour le fonds de roulement est passée du 7 avril 2002 au 7 avril 2004.

La Banque de Thaïlande a en outre fourni un fonds de roulement aux PME, aux entreprises générales et aux entreprises d'élevage, qui avaient souffert des inondations dans le sud de la Thaïlande en novembre 2000. Les établissements financiers sont autorisés par la Banque de Thaïlande à appliquer à ces entreprises un taux équivalant au taux d'intérêt minimum moins 2,75 pour cent. Les demandes pour l'obtention de cette aide financière doivent être déposées auprès de la Banque de Thaïlande au plus tard le 12 juillet 2001 et la période maximale de cette aide financière est de deux ans. Outre les critères susmentionnés, tous les autres détails doivent être conformes au règlement de la Banque de Thaïlande régissant les PME (È.B. 2543) et à celui régissant les entreprises générales et aux entreprises d'élevage (È.B. 2531).

De plus, compte tenu de la chute constante des taux d'intérêt du marché, la Banque de Thaïlande a également baissé le taux d'intérêt qu'elle applique aux établissements financiers en conformité avec son règlement régissant les PME (È.B. 2543) et les PME bénéficiant d'un soutien classé comme prêts improductifs mais offrant néanmoins un potentiel commercial approuvé par elle;

³ Les secteurs économiques réputés importants pour le développement de l'économie nationale et pour sa croissance nationale.

ce taux d'intérêt est passé de 3 à 2 pour cent par an pour le montant acquis, qui correspond à 60 pour cent du montant des billets à ordre émis pour un an entre le 12 janvier 2001 et le 11 janvier 2002.

En août 2001, la Banque de Thaïlande a révisé son règlement régissant les entreprises d'élevage (È.B. 2531), faisant passer la promotion du crédit de 50 à 60 pour cent du montant du crédit total et ramenant le taux d'intérêt imposé aux établissements financiers de 5 à 3 pour cent par an.

7. Montant unitaire de la subvention

À la fin de 2001, les prêts en cours au titre de l'aide financière que la Banque de Thaïlande a accordée par l'intermédiaire des établissements financiers ont totalisé 9 523,82 millions de baht, comme l'indique le tableau ci-après.

Systèmes	Prêts en cours au 31 décembre 2001 (en millions de baht)	Taux d'intérêt	
		Perçu par la Banque de Thaïlande (en % par an)	Perçu par les établissements financiers (en % par an)
Industrie	255,39	5,0	TPM-1
Petites et moyennes entreprises	8 798,88	2,0	TPM-1
Élevage et aquaculture	433,55	3,0	TPM-2,75
Développement rural	0,00	3,0	TPM-2,75
Investissement zone 3	36,00	3,0	TDM/TPM-2
TOTAL	9 523,82		

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

En août 2001, la Banque de Thaïlande avait ramené le soutien financier accordé aux nouvelles entreprises à une période maximale de trois ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non déterminées

III. MÉCANISME DE CRÉDIT POUR LE CONDITIONNEMENT

1. Titre du programme de subvention

Mécanisme de crédit pour le conditionnement

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les banques commerciales à fournir un financement aux exportateurs. À l'origine, ce programme visait à encourager le financement des exportations de produits de base.

4. Fondement juridique du programme

Le mécanisme de crédit pour le conditionnement est un système de financement des exportations offert par la Banque de Thaïlande, avec un cofinancement des banques commerciales. Dans le cadre de ce système, les banques commerciales obtiennent des fonds de la Banque de Thaïlande, par l'intermédiaire de la Banque export-import de Thaïlande (Eximbank), à un taux d'intérêt préférentiel, à condition de cofinancer l'autre moitié pour rétrocession aux exportateurs et aux fabricants à vocation exportatrice. Ce mécanisme s'applique au financement avant expédition et au financement après expédition.

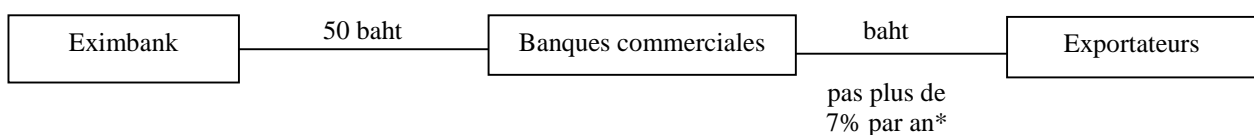
La Banque de Thaïlande fournit le financement. L'Eximbank alloue les fonds aux banques commerciales et supervise l'utilisation du mécanisme.

5. Forme de la subvention

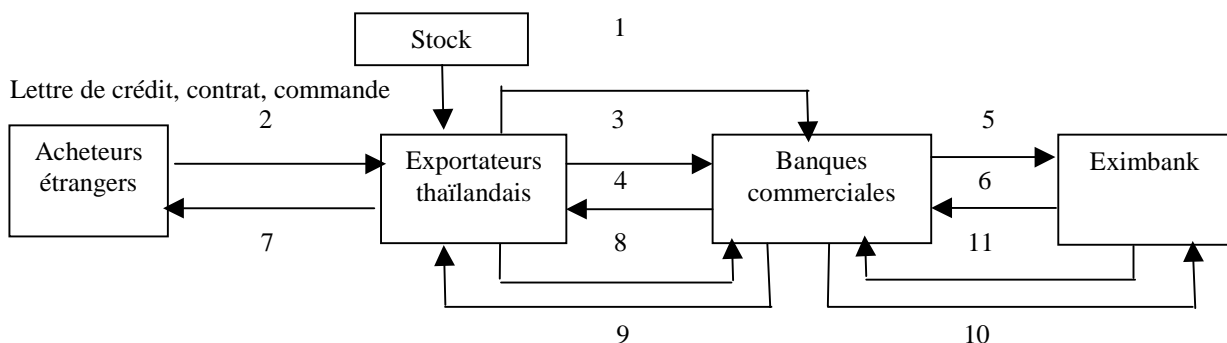
Prêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'Eximbank finance, grâce aux fonds de la Banque de Thaïlande, la moitié du crédit accordé aux exportateurs. L'autre moitié est fournie par les banques commerciales pour rétrocession aux exportateurs.



Note: *En 2000, l'Eximbank a réduit de 8 pour cent à 7 pour cent par an le taux d'intérêt qu'elle percevait des exportateurs, en raison de fortes liquidités sur le marché monétaire intérieur. Les taux d'intérêt pertinents ont baissé au même rythme que le taux d'intérêt intérieur, qui a atteint un plancher historique inférieur au LIBOR pendant trois années consécutives. Le mécanisme est le suivant:



- 1 Les exportateurs demandent une ligne de crédit pour le conditionnement aux banques commerciales.
- 2 Les exportateurs reçoivent les documents d'achat de l'étranger ou possèdent des stocks ou des effets à terme pour l'exportation.
- 3 Les exportateurs émettent des billets à ordre en faveur des banques commerciales.
- 4 Les banques commerciales accordent le crédit aux exportateurs à un taux d'intérêt qui ne dépasse pas 7 pour cent par an.
- 5 Les banques commerciales émettent des billets à ordre en faveur de l'Eximbank pour un montant représentant au maximum 50 pour cent de la valeur des billets à ordre émis par les exportateurs (comme il est indiqué au point 3)).
- 6 L'Eximbank verse les fonds aux banques commerciales.
- 7 Les exportateurs expédient leurs marchandises.
- 8 Les exportateurs présentent les documents d'exportation aux banques commerciales pour négociation.
- 9 Les banques commerciales négocient les effets à l'exportation, acquittent les billets à ordre émis par les exportateurs et leur versent la différence.
- 10 Les banques commerciales règlent les billets à ordre correspondants.
- 11 L'Eximbank acquitte les billets à ordre émis par les banques commerciales.

L'Eximbank détermine le plafond des taux d'intérêt qu'elle perçoit des exportateurs, mais il n'existe aucun taux d'intérêt minimal auquel les prêts leur sont accordés.

7. Montant unitaire de la subvention

En raison de fortes liquidités sur le marché, les banques commerciales avaient de moins en moins eu recours aux fonds de l'Eximbank, car elles prêtaient aux exportateurs en puisant dans leurs fonds propres. Dans ces circonstances, la Banque de Thaïlande a réduit la ligne de crédit destinée au mécanisme de crédit pour le conditionnement de 20 milliards de baht en 2000 à 10 milliards de baht en 2001, les banques commerciales cofinçant l'autre moitié.

La Banque de Thaïlande a appliqué à l'Eximbank un taux de 2 pour cent par an, tandis que l'Eximbank a alloué des fonds aux banques commerciales à un taux de 3 pour cent par an. L'autre moitié a été fournie par les banques commerciales pour rétrocession aux exportateurs à des taux d'intérêt ne dépassant pas 7 pour cent par an à la fin de 2001.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'entrée en vigueur: 1994

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(en milliards de baht)

	1999	2000	2001
▪ Financement total du crédit pour le conditionnement	115,4	134,3	59,1
▪ Financement total de la Banque de Thaïlande*	57,7	67,2	29,6
▪ Encours du crédit à la fin de l'année	8,8	6,8	6,7

Note: *Ces chiffres ont été calculés de façon approximative en fonction de l'hypothèse selon laquelle les banques commerciales ont cofinancé 50 pour cent du crédit offert aux exportateurs à des fins de rétrocession.

IV. MÉCANISME DE CRÉDIT DIRECT POUR LE CONDITIONNEMENT

1. Titre du programme de subvention

Mécanisme de crédit direct pour le conditionnement

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- Encourager une utilisation accrue du crédit pour le conditionnement.
- Fournir des liquidités aux exportateurs.

4. Fondement juridique du programme

Au début de 1998, la Thaïlande s'est retrouvée face à un important déficit de liquidités et la plupart des banques commerciales ont ralenti leurs opérations de crédit, notamment le cofinancement

du mécanisme de crédit pour le conditionnement. Les sommes versées pour le conditionnement étaient d'environ 20 milliards de baht en janvier 1998 alors que les fonds disponibles s'élevaient alors à 33 milliards de baht. Les fonds affectés au crédit pour le conditionnement ont continué d'être sous-utilisés en dépit du fait que le financement des exportations faisait cruellement défaut parce que les banques commerciales disposaient de fonds limités pour le cofinancement et qu'elles faisaient également face à des contraintes dues principalement aux créances improductives et à l'adéquation des fonds propres.

Pour pallier la raréfaction du crédit destiné au financement des exportations et pour encourager une utilisation accrue du crédit pour le conditionnement offert par la Banque de Thaïlande, inactif à ce jour, l'Eximbank a pris en charge le mécanisme de crédit pour le conditionnement afin de prêter directement aux exportateurs. En 1998, la Banque de Thaïlande a accordé à l'Eximbank une ligne de crédit de 5 milliards de baht pour qu'elle rétrocède cette somme aux mêmes conditions que les banques commerciales dans le cadre du mécanisme de crédit pour le conditionnement.

5. Forme de la subvention

Prêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'Eximbank cofinance, avec les fonds de la Banque de Thaïlande, 50 pour cent des sommes accordées et rétrocédées aux exportateurs.

Pour participer à un tel cofinancement, l'Eximbank est obligée de respecter les mêmes règles et procédures que les banques commerciales dans le cadre du mécanisme de crédit pour le conditionnement. Le Département des opérations bancaires de l'Eximbank s'occupe des activités liées aux banques commerciales alors que le Département du crédit pour le conditionnement de la même banque est chargé de la documentation et des arrangements ayant trait à la Banque de Thaïlande.

De plus, comme le mécanisme de crédit direct pour le conditionnement est fourni aux mêmes conditions que celles du mécanisme de crédit pour le conditionnement, il n'existe pas de taux d'intérêt minimal auquel les prêts sont accordés aux exportateurs dans le cadre de ce programme.

7. Montant unitaire de la subvention

En 2001, la Banque de Thaïlande accorde un crédit de 7 milliards de baht en faveur du mécanisme de crédit direct pour le conditionnement de l'Eximbank, et celle-ci cofinance l'autre moitié. Deux milliards de baht de cette ligne de crédit étaient destinés au Programme de diversification des marchés d'exportation.

La Banque de Thaïlande applique à l'Eximbank un taux d'intérêt de 3 pour cent, alors que cette dernière cofinance 50 pour cent des prêts rétrocédés aux exportateurs à un taux d'intérêt ne dépassant pas 7 pour cent à la fin de 2001.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'entrée en vigueur: 27 avril 1998

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

- Financement total en 2001	27,2 milliards de baht
- Financement total de la Banque de Thaïlande	13,6 milliards de baht
- Encours du crédit à la fin de 2001	8,3 milliards de baht

V. PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DES MARCHÉS D'EXPORTATION

1. Titre du programme de subvention

Programme de diversification des marchés d'exportation

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir l'exportation vers les 141 pays ciblés dans les huit régions suivantes: Indochine (4), Moyen-Orient (14), Afrique (53), Amérique latine (31), Europe de l'Est (27), Asie du Sud (8), Asie de l'Est (2) et Îles du Pacifique Sud (2).

4. Fondement juridique du programme

Au début de 1999, afin de stimuler la croissance des exportations à la suite de la crise économique asiatique, le Ministère du commerce a mis sur pied le "Programme de diversification des marchés d'exportation" pour promouvoir la diversification des exportations thaïlandaises vers de nouveaux marchés ou des marchés potentiels.

Dans le cadre de ce programme, l'Eximbank offre une bonification d'intérêts aux exportateurs qui se prévalent du mécanisme de crédit pour le conditionnement (auprès des banques commerciales) ou du mécanisme de crédit direct pour le conditionnement (auprès de l'Eximbank). Cette bonification d'intérêts est plafonnée à 5 pour cent et s'applique à la valeur des exportations qui dépasse le niveau de l'année précédente pour un marché à l'exportation particulier. À cette fin, le Ministère du commerce a mis les 750 millions de baht provenant du Fonds de promotion du commerce international à la disposition de l'Eximbank pour cinq ans.

5. Forme de la subvention

Bonification d'intérêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

6.1 Les exportateurs qui se prévalent du mécanisme de crédit pour le conditionnement auprès de banques commerciales ou du mécanisme de crédit direct pour le conditionnement auprès de l'Eximbank remplissent et présentent le formulaire de déclaration des exportations pour bonification d'intérêts au moment de leur demande.

6.2 Les exportateurs sont tenus d'inclure une clause "Programme de diversification des marchés d'exportation" dans les documents qui accompagnent les billets à ordre utilisés comme garantie pour obtenir un crédit.

- 6.3 Après avoir expédié leurs produits à l'étranger et avoir été payés par les acheteurs étrangers, les exportateurs sont tenus de présenter des copies du connaissement, du formulaire de déclaration d'exportation, de la facture et de la preuve du paiement de devises avec le formulaire de demande de bonification d'intérêts dans les 60 jours suivant l'échéance du dernier billet à ordre émis au titre d'une telle exportation.
- 6.4 L'Eximbank vérifie tous les détails pertinents puis les contrôle à nouveau auprès du Ministère du commerce, tout particulièrement la valeur des exportations qui dépasse le niveau de l'année précédente pour ce marché. Si tous les détails sont exacts, l'Eximbank accordera la bonification aux exportateurs.

La bonification d'intérêts est calculée comme dans l'exemple suivant.

Première étape: Plafond du montant utilisé pour le calcul

Valeur des exportations vers le pays A en 1999	=	100 millions de baht
Valeur des exportations vers le pays A en 2000	=	120 millions de baht
∴ Montant utilisé pour le calcul en 2000	=	<u>20 millions de baht</u>

Seconde étape: Montant réel de la bonification d'intérêt

1. L'Eximbank calculera la bonification d'intérêts à partir de la valeur des billets à ordre, ou de la valeur portée sur les documents d'exportation délivrés par le Département des douanes si celle-ci est inférieure. Le montant réel cumulé ne devra pas excéder 20 millions de baht.
2. La bonification d'intérêts accordée par l'Eximbank à l'exportateur sera égale au montant réel des intérêts versés pour des billets à ordre particuliers ou des documents d'exportation, mais ne devra pas dépasser 5 pour cent du total.

7. Montant unitaire de la subvention

Le Ministère du commerce a mis à la disposition de l'Eximbank des fonds annuels de 150 millions de baht pour cinq années consécutives, ce qui représente un total de 750 millions de baht pour des bonifications d'intérêts au titre de ce programme. En 2000, le Ministère du commerce a, pour la première fois, ramené à 100 millions de baht la ligne de crédit initialement fixée à 150 millions de baht, en raison d'une baisse des demandes de bonification d'intérêts. En 2001, il a alloué des fonds pour un montant de 42,5 millions de baht à l'Eximbank pour le versement de la bonification.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'entrée en vigueur: 14 juin 1999
Date de la fin du programme: 31 décembre 2003

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les bonifications d'intérêts versées aux exportations entre juin 1999 et décembre 2001 se sont montées à 47,7 millions de baht, soit 6,36 pour cent du total des fonds initialement alloués par le Ministère du commerce.

VI. FINANCEMENT DE LA MARINE MARCHANDE

1. Titre du programme de subvention

Financement de la marine marchande

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- Réduire le déficit national de la balance commerciale et de la balance des services.
- Renforcer la marine marchande thaïlandaise.
- Fournir aux exportateurs et aux importateurs un transport maritime adéquat.

4. Fondement et législation

Depuis 1995, le gouvernement examine de façon approfondie le problème que constitue le déficit des opérations courantes de la Thaïlande; il a constaté qu'en négligeant la marine marchande, non seulement on abandonnait des recettes, mais on entraînait également des sorties importantes au titre des frais de transport et d'expédition, sans mentionner l'insuffisance du commerce maritime thaïlandais.

Compte tenu de ce qui précède, l'Eximbank a puisé dans ses fonds propres au début de 1996 pour mettre sur pied une aide financière destinée à la marine marchande. Un peu plus tard, soit en septembre 1996, le gouvernement octroyait, par l'intermédiaire de la Banque de Thaïlande, une ligne de crédit de 2 milliards de baht pour permettre à la marine marchande d'obtenir un financement auprès de l'Eximbank. Par la suite, à savoir en février 1998, une somme de 1 milliard de baht provenant du prêt à l'ajustement structurel consenti au gouvernement thaïlandais par la BAD et la Banque mondiale a été accordée à l'Eximbank pour qu'elle puisse la rétrocéder dans le cadre du financement de la marine marchande et du financement pour la modernisation des équipements.

Entre-temps, l'Eximbank a poursuivi ses activités de financement en puisant dans ses fonds propres pour en faire particulièrement bénéficier les clients qui ne satisfaisaient pas aux conditions de la Banque de Thaïlande, par exemple lorsque le navire à financer datait de plus de 20 ans.

5. Forme de la subvention

Prêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'Eximbank accorde un crédit aux entrepreneurs de la marine marchande en vue d'acheter/de rénover leurs navires, neufs ou d'occasion.

Les clients qui satisfont aux conditions de la Banque de Thaïlande peuvent utiliser les fonds en baht de celle-ci à des taux d'intérêt ne dépassant pas 5 pour cent par année, la Banque de Thaïlande prélevant un intérêt de 3 pour cent à l'Eximbank. Cette dernière doit cofinancer l'autre moitié avec des fonds de la Banque de Thaïlande en baht ou en dollars EU au taux d'intérêt du marché.

Le financement provenant des fonds propres de l'Eximbank est offert en baht ou en dollars EU, au taux d'intérêt du marché, mais à des conditions plus souples.

Quant au financement provenant du prêt à l'ajustement structurel, il n'est pas commercialement acceptable pour les clients, car le taux d'intérêt est relativement élevé, à savoir supérieur à 6,45 pour cent en dollars EU.

Critères régissant l'octroi de fonds de la Banque de Thaïlande pour le financement de la marine marchande:

- L'entreprise doit être enregistrée en Thaïlande et la participation thaïlandaise au capital social doit être de plus de 50 pour cent.
- Le transport maritime international doit constituer la principale activité.
- Le financement vise à investir dans de nouveaux navires ou dans des navires d'occasion datant d'au plus 20 ans. L'investissement doit inclure les coûts de rénovation du navire d'occasion.
- Le navire à financer doit être immatriculé en Thaïlande et battre pavillon thaïlandais.

La durée du prêt consenti avec les fonds de la Banque de Thaïlande ne doit pas dépasser cinq ans alors que celui consenti avec les fonds de l'Eximbank ne doit pas dépasser sept ans, selon les conditions commerciales.

7. Montant total de la subvention

- Total des fonds de la Banque de Thaïlande 1,5 milliard de baht.
- Total des fonds du prêt à l'ajustement structurel 25,7 millions de dollars EU (incluant la modernisation des équipements).
- Les fonds propres de l'Eximbank dépendent de la demande des clients et de la disponibilité des fonds.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'entrée en vigueur:

Fonds de l'Eximbank:

Début 1996

Fonds de la Banque de Thaïlande:

Septembre 1996

Fonds du prêt à l'ajustement structurel:

Février 1998

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(en milliards de baht)

	1997	1998	1999	2000	2001
▪ Crédit total accordé	2,42*	3,89	3,82	3,37	2,58
▪ Financement total de la Banque de Thaïlande	0,76	1,43	1,19	1,17	0,92
▪ Encours du crédit à la fin de l'année	2,77*	3,43	3,61	3,48	2,67

Note: *L'encours du crédit était supérieur à la ligne de crédit en raison des fluctuations du taux de change. La ligne de crédit était cotée au taux de change de remplacement de 30 baht pour 1 dollar EU en 1997, alors que l'encours du crédit était coté au taux de change du marché en vigueur le 30 décembre 1997.

VII. FINANCEMENT POUR LA MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS

1. Titre du programme de subvention

Financement pour la modernisation des équipements

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- Améliorer la productivité des opérateurs industriels thaïlandais.
- Améliorer les techniques de production et la qualité des produits thaïlandais.

4. Fondement juridique du programme

Le gouvernement a jugé qu'il était nécessaire d'améliorer la productivité des opérateurs industriels thaïlandais. De plus, certaines industries étaient confrontées à un sérieux problème de vétusté des techniques de production qui se traduisait par une faible qualité des produits.

De ce fait, l'Eximbank a mis sur pied une aide financière destinée à faciliter la modernisation des équipements des opérateurs. Le gouvernement a par la suite autorisé la Banque de Thaïlande à cofinancer l'Eximbank dans cette entreprise. Un prêt à l'ajustement structurel a ultérieurement été consenti afin, d'une part, de moderniser des équipements et, d'autre part, de financer la marine marchande.

5. Forme de la subvention

Prêts

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'Eximbank accorde un crédit aux opérateurs dont les plans visant à rénover/améliorer leurs équipements ont reçu l'approbation des organismes agréés par le Ministère de l'industrie.

Les opérateurs désirant recevoir des fonds de la Banque de Thaïlande doivent satisfaire aux critères suivants:

- Le plan de rénovation a reçu l'approbation des organismes agréés par le Ministère de l'industrie.
- Le financement doit servir à investir dans de nouveaux équipements pour remplacer les anciens.

Néanmoins, à la fin de 1999, conformément à la politique générale du Ministère de l'industrie, le critère selon lequel le financement ne pouvait servir qu'à remplacer les équipements anciens avait été revu et le mécanisme de modernisation des équipements a été étendu aux activités suivantes:

- investissements visant à modifier ou améliorer le rendement des machines ou des équipements en place, afin d'augmenter la productivité;
- investissements liés aux économies d'énergie;
- investissements liés à la protection de l'environnement, notamment relocalisation des usines dans des sites industriels, etc.

En outre, les branches d'activité pouvant prétendre à ce mécanisme ont été définies clairement; il s'agit de 13 industries⁴ inscrites au Plan de restructuration industrielle, la priorité étant donnée aux petites et moyennes entreprises.

Les opérateurs satisfaisant aux critères de la Banque de Thaïlande peuvent obtenir des fonds de cette banque en baht jusqu'à concurrence de 50 pour cent du prêt total à un taux d'intérêt ne dépassant pas 4,5 pour cent par année. L'Eximbank cofinance l'autre 50 pour cent, en baht ou en dollars EU, au taux préférentiel de l'Eximbank majoré au maximum de 1,5 pour cent par année dans le cas des prêts consentis en baht; ou au LIBOR majoré d'au plus 3,5 pour cent par année dans le cas des prêts consentis en dollars EU.

Outre le fait qu'elle participe au cofinancement avec les fonds de la Banque de Thaïlande, l'Eximbank puise dans ses fonds propres pour financer la modernisation des équipements, et ce dans des conditions plus souples, par exemple pour financer certains types particuliers d'équipements qui ne satisfont pas aux critères du Ministère de l'industrie.

Le taux d'intérêt des prêts consentis en baht par l'Eximbank correspond à son taux préférentiel majoré de 1,5 pour cent par année, alors que le taux des prêts consentis en dollars EU correspond au LIBOR majoré de 3,5 pour cent par année. (Le taux préférentiel de l'Eximbank est demeuré à 7,5 pour cent par année depuis décembre 2001.)

La durée des prêts consentis dans le cadre du financement pour la modernisation des équipements ne doit pas dépasser cinq ans dans le cas des fonds de la Banque de Thaïlande alors que, dans celui des fonds de l'Eximbank, elle ne doit pas dépasser sept ans en raison de la capacité de remboursement des opérateurs.

Il n'existe pas de taux de prêt minimal dans le cadre du programme de financement pour la modernisation des équipements.

7. Montant unitaire de la subvention

Fonds de la Banque de Thaïlande	0,24 milliard de baht
Fonds du prêt à l'ajustement structurel	25,7 millions de dollars EU (incluant la marine marchande)

Les fonds propres de l'Eximbank dépendent de leur disponibilité.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'entrée en vigueur:	
Fonds de l'Eximbank:	Début 1997
Fonds de la Banque de Thaïlande:	Mai 1997
Fonds du prêt à l'ajustement structurel:	Février 1998

⁴ Les 13 industries pouvant prétendre à ce programme sont les suivantes: 1) aliments et aliments pour animaux; 2) textiles et articles d'habillement et accessoires du vêtement; 3) chaussures et parties de chaussures et produits en cuir et produits en cuir de l'espèce bovine; 4) bois et feuilles de bois et articles de ménage; 5) produits pharmaceutiques et produits chimiques; 6) caoutchouc et produits en caoutchouc; 7) ouvrages en plastique; 8) produits en céramique et articles de table et ustensiles de cuisine en verre; 9) équipements électriques et appareils électroniques; 10) automobiles, parties d'automobiles et accessoires; 11) pierres précieuses et bijoux; 12) produits en fer ou en acier; 13) industrie pétrochimique et industries connexes.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(en milliards de baht)

	1998	1999	2000	2001
▪ Crédit total accordé	0,67	0,81	0,74	0,56
▪ Financement total de la Banque de Thaïlande	0,09	0,55	0,15	0,12
▪ Encours du crédit à la fin de l'année	0,37	0,62	0,63	0,40

VIII. OFFICE THAÏLANDAIS DES SITES INDUSTRIELS

1. Titre du programme de subvention

Office thaïlandais des sites industriels

2. Période sur laquelle porte la modification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- Obtenir des terrains qui conviennent à l'établissement ou à l'expansion de sites industriels comprenant des zones industrielles générales et des zones industrielles d'exportation.
- Fournir des installations aux opérateurs industriels installés dans des sites industriels.
- Promouvoir et contrôler des sites industriels appartenant à des organismes privés ou publics.

4. Législation

Office thaïlandais des sites industriels

5. Forme de la subvention

Les programmes comprennent l'exonération de la surtaxe au titre de la Loi sur la promotion de l'investissement, l'exonération des droits d'importation, de la TVA et des droits d'accise sur les machines, les équipements, les outils et les fournitures (y compris leurs composants) essentiels à la production des marchandises ou au commerce, selon le cas, ainsi que sur les matériels utilisés pour la construction, le montage ou l'installation d'usines ou de bâtiments, et sur les marchandises importées et acheminées vers des zones industrielles d'exportation par des opérateurs industriels ou des commerçants, pour l'exportation en vue de l'utilisation dans la fabrication de marchandises ou le commerce d'exportation.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les incitations sont accordées aux opérateurs industriels autorisés à entreprendre des activités industrielles dans un site industriel. S'agissant de la zone industrielle d'exportation, les produits, sous-produits et autres articles provenant de cette zone, destinés à être utilisés ou distribués dans le Royaume, sont soumis à des droits de douane et autres droits en fonction de leur degré de transformation, de leur prix et du tarif douanier à la date de leur enlèvement de la zone industrielle d'exportation. Ils seront considérés comme étant importés dans le Royaume à la date de leur enlèvement de la zone industrielle d'exportation, conformément à la section 51 de la Loi n° 2522 È.B.

sur l'Office thaïlandais des sites industriels, modifiée par l'article 3 de la Loi n° 2534 È.B. sur l'Office thaïlandais des sites industriels.

Les critères qu'une entité ou une entreprise doit remplir pour pouvoir faire partie d'un site industriel ou s'y implanter sont énoncés dans les Avis de l'Office thaïlandais des sites industriels n° 1/2531, n° 4/2535, n° 6/2535 et n° 2/2538 concernant les normes, procédures et conditions à respecter pour pouvoir demander et obtenir l'autorisation d'exercer une activité dans des sites industriels.

7. Montant unitaire de la subvention

Aucun budget spécifique n'a été prévu.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée du programme est indéterminée. Toutefois, les incitations accordées à chaque opérateur sont assujetties à certains délais.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(Unité: en millions de baht)

Année	Valeur des importations	Valeur des exportations
1998	128 270,75	200 181,56
1999	126 015,53	205 459,43
2000	115 518,39	208 433,14
2001	152 679,90	259 478,06
TOTAL	522 484,58	873 552,21